Peut-on licencier un salarié par sms?

Un licenciement en 160 caractères, c'est rapide, c'est moderne... mais est-ce légal?

La réponse pratique de votre avocat en 3 min chrono!

LE SMS RESPECTE-T-IL LES FORMES LÉGALES EXIGÉES POUR UN LICENCIEMENT ?



Non! La loi exige que la notification du licenciement soit faite par *lettre* recommandée avec accusé de réception, notamment pour garantir la preuve de la date d'envoi et de réception. Cette notification ne peut intervenir qu'après un délai minimum de 2 jours ouvrables suivant l'entretien préalable.

La jurisprudence a admis qu'un support électronique peut être recevable, à condition que toute la procédure soit respectée.



Un simple SMS, isolé et non encadré par cette procédure, sera considéré comme un licenciement verbal, et donc irrégulier.

LE SMS PERMET-IL DE PROUVER LA RÉCEPTION ET LE CONTENU DU LICENCIEMENT ?

2

Un SMS ne garantit **ni la preuve de réception**, ni **la date**, ni **l'authenticité du contenu.**

Contrairement à une lettre recommandée, il ne permet pas de prouver de façon certaine que le salarié l'a bien reçu, <u>quand</u> il l'a reçu, ni ce qui a exactement été écrit.



En cas de contestation devant le Conseil de prud'hommes, cette incertitude joue en défaveur de l'employeur. <u>Résultat</u> : le licenciement risque d'être jugé **irrégulier**, voire **sans cause réelle et sérieuse.**



Un SMS, c'est peut-être rapide... mais c'est juridiquement risqué!



Le respect de la procédure est une condition essentielle de validité du licenciement.



Le salarié doit obligatoirement être convoqué à un entretien préalable **au moins 5 jours ouvrables avant sa tenue** et recevoir un notification formelle du licenciement par LRAR.

Tout manquement aux formalités prévues par la loi rend la rupture du contrat <u>irrégulière</u>. En cas de litige, le salarié peut demander la requalification du licenciement ou obtenir des indemnités pour non-respect de la procédure.



Un SMS, c'est peut-être rapide... mais c'est juridiquement risqué!



LICENCIEMENT: LES BONS RÉFLEXES À ADOPTER

Employeur, soyez prudents et pas pressés

- Respecter scrupuleusement la procédure légale : entretien préalable, délais légaux, notification par LRAR...
- Conserver une trace de chaque étape : convocation, compterendu entretien, justificatifs d'envoi... Cela vous protégera en cas de litige.

